

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

DI RUPO SE MET EN MARCHÉ. IL FAUT ALLER PLUS LOIN

Enfin ! Le président du PS, Elio Di Rupo, s'est réveillé, prenant hier la décision qui s'imposait depuis des semaines, voire des années. Si l'éjection d'André Gilles - et bientôt de Stéphane Moreau - s'est faite selon les règles, sur la base d'un dossier instruit par le conseil de déontologie et tranché par le comité de vigilance, on peut se demander ce qu'ont fait ces instances durant tout ce temps où des mandataires socialistes, à la tête d'une puissante fédération locale, ont cumulé les mandats en contradiction flagrante avec les règles internes du parti, additionné les rémunérations en opposition avec ses valeurs et pris le pouvoir d'une structure publique dont le destin avait échappé aux actionnaires politiques.

Et maintenant ? Il faut aller plus loin et achever le travail de remise en ordre du groupe. Il est en effet inutile pour les partis politiques de faire le ménage chez Publifin - ils viennent d'y renouveler tous les administrateurs - sans faire de même chez Nethys, la filiale névralgique qui concentre tous les actifs et les pouvoirs. Il faut aussi en finir avec ces mandats que MM.

Gilles, Drion et Pire disent détenir « à titre privé » chez Nethys, en raison de leurs compétences, expérience et connaissance du secteur. C'est une fumisterie ! Ces mandats dérivés sont publics, point à la ligne.

Le politique doit reprendre le contrôle de la créature qui lui a échappé

Le PS, mais avec lui le MR, le CDH et Ecolo doivent refaire de l'outil Nethys un instrument public contrôlé non plus par un club opaque composé de ses gestionnaires, de ministres, chefs de cabinet et de présidents de fédération/de partis « amis », mais par ses actionnaires, comme c'est le cas pour toute société normale, via des organes de gestion ad hoc.

Le politique doit reprendre le contrôle de la créature qui lui a échappé, et pas qu'à l'insu de son plein gré.

Aux 3.000 employés qui craignent légitimement pour l'avenir du groupe, et à ceux qui vont utiliser à tort l'argument pour bétonner leur pouvoir et faire peur aux hommes politiques responsables, il faut expliquer qu'il n'est pas question, à ce stade, de remettre en cause la logique industrialo-financière de Publifin/Nethys ou de défenestrer à tout prix un patron dont nombre d'acteurs ont défendu la compétence. Mais, au contraire, d'assurer la plus grande solidité d'une entité qui reposait de plus en plus dangereusement sur la non-transparence, la non-gouvernance, les petits arrangements entre amis et le refus, revendiqué avec une arrogance peu commune devant la Commission d'enquête namuroise, de se soumettre au contrôle de son actionnaire.

Un actionnaire qui, pour rappel, n'est pas un club de copains liégeois, quelles qu'aient pu être leurs intentions, mais le citoyen/contribuable wallon.